



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Dépense publique

Question au Gouvernement n° 597

Texte de la question

DÉPENSE PUBLIQUE

Mme la présidente . La parole est à M. Gérard Verny.

M. Gérard Verny . Tout d'abord, permettez-moi de vous faire part de mon effarement car, comme de nombreux collègues, j'ai été bloqué pour accéder à l'hémicycle. Il me semble que l'Assemblée nationale devrait être protégée de ce genre d'événements, qui ne correspondent pas à l'idée que je me fais de la démocratie.
(Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.)

Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie. Depuis hier, nous savons que vous savez. Nous savons que vous savez que l'augmentation des droits de douane décidée par l'administration Trump est un frein pour l'économie. Autrement dit, nous savons que vous savez que les impôts sont nuisibles à l'économie. Alors que vous êtes ministre depuis quatre mois, que la dette publique s'est alourdie de plus de 50 milliards d'euros au cours de cette période, que la croissance a été revue à la baisse deux fois, qu'avez-vous entrepris pour faire baisser les dépenses publiques, qui sont les plus élevées du monde, avec des taux supérieurs à ceux d'enfers d'extrême gauche comme la Corée du Nord ou le Venezuela ? Qu'avez-vous fait pour diminuer les prélèvements obligatoires, qui sont les plus élevés du monde ? Quand allez-vous cesser de céder au chantage de l'extrême gauche et assumer que le niveau des prélèvements obligatoires est spoliateur pour les travailleurs français ?
(Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre chargée des comptes publics.

Mme Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics . Quand François Bayrou, Éric Lombard et moi sommes arrivés au gouvernement, nous avons pris l'engagement de ne pas augmenter les impôts pour les ménages des classes moyennes et populaires. La campagne de l'impôt sur le revenu commence demain, sans hausses d'impôts pour les classes moyennes et les classes populaires. Vous nous demandez ce qu'on a fait pour la dépense publique.

M. Sébastien Chenu . Vous l'avez fait exploser !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Nous avons entrepris le plus grand effort de réduction des dépenses de fonctionnement de l'État depuis vingt-cinq ans. Ce matin encore, parce que la croissance diminue, parce que nous devons tenir les comptes, j'ai annoncé que nous allions réduire de nouveau de 5 milliards d'euros les dépenses publiques. Nous agissons.

M. Alexandre Dufosset . C'est ça, la réponse ?

M. Kévin Pfeffer . On n'est pas convaincus !

Mme la présidente . La parole est à M. Gérard Verny.

M. Gérard Verny . Merci pour votre réponse très insatisfaisante ! Sachez qu'hier soir, Éric Ciotti, accompagné par Pierre Gattaz, Amir Reza-Tofighi, Olivier Babeau...

M. Emmanuel Duplessy . Que des fachos !

M. Gérard Verny. ...et tant d'autres, a présenté un plan de réforme de la fiscalité que nous tenons à votre disposition.

Ce plan est très simple. Il prévoit une baisse des dépenses de 220 milliards d'euros, ce qui permet de faire disparaître le déficit et de rendre 150 milliards aux actifs français. Je me tiens à votre entière disposition pour vous détailler ce plan, qui nous permettrait juste d'être dans la moyenne européenne. Il faut garder en tête qu'à chaque fois qu'un euro d'argent public est gaspillé, c'est, selon l'expression, Nicolas qui paye.
(Applaudissements sur les bancs du groupe UDR.)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre.

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Nous sommes ouverts à toutes les propositions. Si des Français ont des idées pour réduire efficacement la dépense publique, nous les examinerons. Toutefois, il faut avoir un discours de vérité. La dépense publique sert les Français, elle paye l'école, les hôpitaux, les policiers, les douaniers, etc.

M. Olivier Falorni . Eh oui !

Mme Caroline Parmentier . Et l'AME !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Il n'existe donc pas de réduction magique de la dépense publique. Il y a des politiques publiques qu'il nous faut protéger, des Français qu'il nous faut unir et un déficit que nous devons réduire. Cela passe par de la méthode et des compromis, non par de la désinformation ou du populisme.

Données clés

Auteur : [M. Gérard Verny](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (14^e circonscription) - UDR

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 597

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Comptes publics

Ministère attributaire : Comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 avril 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 10 avril 2025